



Note régionale sur le financement climatique : petits États insulaires en développement

Charlene Watson, ODI, et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux
du financement
climatique

12

FÉVRIER 2020

Les petits États insulaires en développement ne portent quasiment aucune responsabilité du changement climatique, mais leurs profils géographiques, socio-économiques et climatiques les rendent particulièrement vulnérables à ses impacts. Répartis sur trois régions, les 39 États insulaires en développement ont reçu 1772 millions US\$ des fonds climatiques multilatéraux entre 2003 et 2019. Ce montant a financé 334 projets dans 38 États insulaires en développement (tous ces états ont reçu un financement à l'exception de Singapour). Bien que le financement approuvé pour les États insulaires en développement ait considérablement augmenté ces dernières années, il ne répond qu'à une petite partie des besoins réels. Le Fonds vert pour le climat depuis 2015 est le plus gros contributeur. En 2019, 110 millions US\$ ont été approuvés pour des projets dans les petits États insulaires en développement. Quelque 60% de ce montant est programmé par le Fonds vert, qui représente également les 11 plus grands projets dans les petits États insulaires en développement. Il est essentiel d'intensifier davantage le financement de l'adaptation au changement climatique et l'atténuation du changement climatique dans les petits États insulaires en développement - à la fois pour lutter contre la vulnérabilité des habitants de ces pays en rendant les secteurs de l'agriculture, de la biodiversité et des infrastructures plus résilients aux impacts climatiques, et pour déplacer leur mix énergétique des combustibles fossiles.

Les enjeux

Les 39 pays classés comme petits États insulaires en développement par l'ONU (qui, ensemble, constituent environ 1% de la population mondiale) forment un groupe distinct de pays en développement. Les petits États insulaires en développement ont tendance à partager un certain nombre de défis, y compris une capacité limitée à mobiliser des ressources intérieures, des coûts de transport et d'énergie élevés et une grande vulnérabilité à la variabilité climatique, aux tempêtes et à l'élévation du niveau de la mer. Les mesures d'adaptation sont essentielles dans la plupart des petits États insulaires en développement en particulier dans les domaines de l'agriculture et la pêche, l'environnement côtier, la biodiversité, les ressources en eau, les établissements humains, les infrastructures et la santé (CCNUCC, 2005).

Repartis sur trois régions - le Pacifique, les Caraïbes et l'Afrique, l'océan Indien et la mer de Chine du Sud - les petits États insulaires en développement présentent une grande variété de contextes. Les différences géographiques et les contextes socio-économiques influencent les profils de vulnérabilité aux changements climatiques de ces pays. Ainsi, seulement 1,8% des terres émergées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est en dessous de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, tandis que 100% des Maldives et Tuvalu

se trouve en dessous des cinq mètres, ce qui rend ces pays extrêmement vulnérables aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer (UN-OHRLLS 2013).

La plupart des petits États insulaires en développement sont des pays à revenu intermédiaire, mais leurs économies sont souvent de petite taille et le revenu national brut est très variable. Neuf d'entre eux sont classés comme des pays les moins développés. Les profils d'émissions varient aussi entre ces pays, bien que la plupart produisent des émissions relativement faibles. En 2012, les petits États insulaires en développement combinées représentaient à peine 1% des émissions mondiales de dioxyde de carbone (Administration de l'information en énergie américaine, 2012). Cependant, de nombreux États insulaires sont fortement tributaires des importations de combustibles fossiles pour l'énergie et une transition vers des sources d'énergie durables doit continuer à être une priorité.

Origine des financements

Douze fonds climatiques engagés sont actifs dans les petits États insulaires en développement (graphique 1; tableau 1). Un total de 1772 millions US\$ a été approuvé pour 334 projets entre 2003 et 2019. Cette année, le plus gros contributeur de financement est le Fonds vert pour le climat, qui a approuvé 646 millions de US\$ au total pour

Graphique 1: Fonds d'aides aux petits États insulaires en développement (2003-2019)

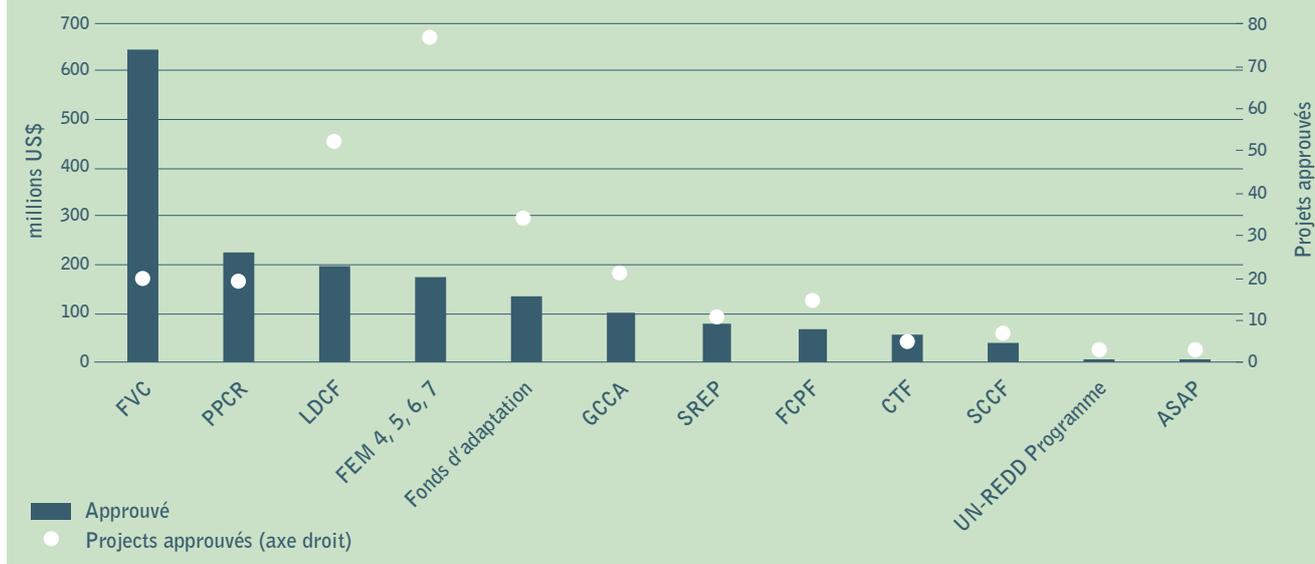
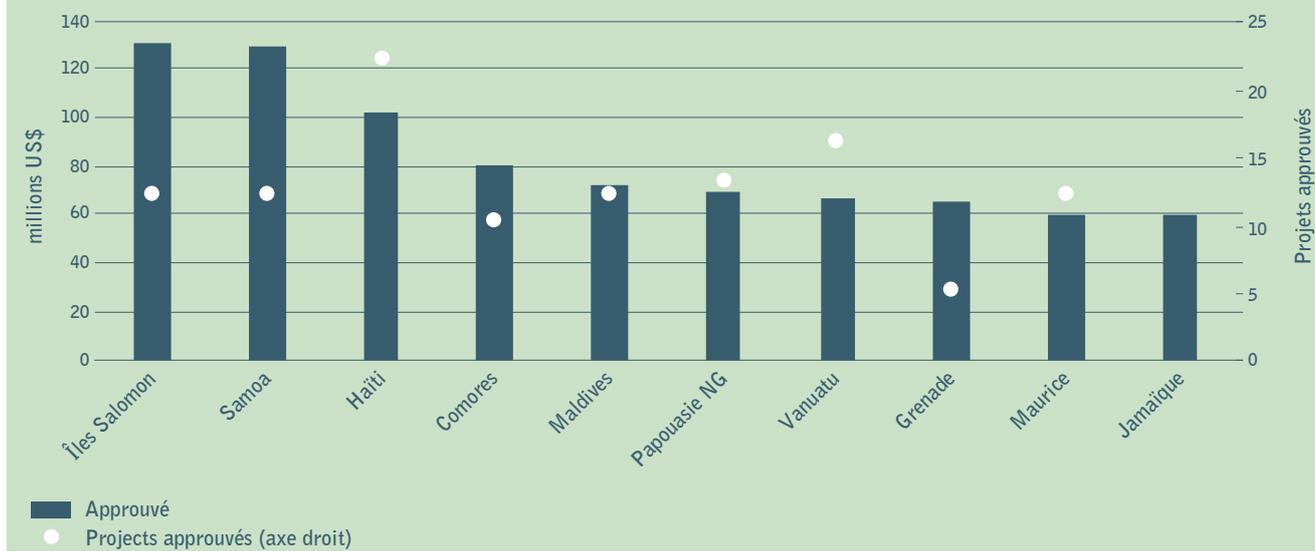


Tableau 1 : Fonds aidant les petits États insulaires en développement (2003-2019)

Fonds et Initiatives	Montants approuvés (millions US\$)	Projets approuvés
Fonds vert pour le climat (FVC)	645,7	19
Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPRC)	226,5	18
Fonds pays moins développés (LDCF)	194,2	51
Fonds pour l'environnement mondial (4, 5, 6)	172,1	76
Fonds d'adaptation (FA)	134,6	33
Alliance mondiale contre le changement climatique (GCCA)	99,5	20
Valorisation à grande échelle des énergies renouvelables (SREP)	78,2	10
Fonds de partenariat du carbone forestier (FCPF)	67,4	14
Fonds de technologie propre (CTF)	56,0	4
Fonds spécial du changement climatique (SCCF)	40,9	6
Programme REDD des Nations Unies	6,9	2
Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)	5,1	2

Graphique 2 : Les dix pays bénéficiaires par montants approuvés (2003-2019)



les petits États insulaires en développement depuis 2015. Le deuxième plus important contributeur est le Programme pilote de résilience climatique qui depuis 2015 a approuvé 226 millions US\$ suivi par le Fonds pour les pays les moins développés, qui a approuvé 194 millions de US\$ dans les petits États insulaires en développement. Les 19 projets du Fonds vert pour le climat représentent 36% des financements des petits États insulaires en développement. En outre, le Fonds vert soutient 79 programmes de préparation dans ces pays pour un montant de 45 millions US\$.

Le Fonds vert a le potentiel de devenir une source de financement encore plus importante pour les petits États insulaires en développement dans l'avenir, avec un cadre d'allocation qui engage 50% de ses ressources pour l'adaptation et au moins la moitié pour aider les pays les moins développés, les petits États insulaires en développement et les États africains.

Les subventions constituent la majorité du financement climatique dans les petits États insulaires en développement et resteront importantes, en particulier pour les mesures d'adaptation. À ce jour, plus des trois quarts du financement climatique de ces pays par les fonds multilatéraux pour le climat sont fondés sur des dons (87%), avec des prêts concessionnels et des garanties comprenant une proportion beaucoup plus faible du total (13%).

Le financement climatique bilatéral est également destiné aux petits États insulaires en développement et complète les flux de fonds multilatéraux pour le climat. Cela comprend les fonds climatiques bilatéraux de l'Allemagne, de la Norvège et de l'Australie, qui sont actifs dans la région.¹ Les fonds bilatéraux, cependant, ne sont pas suivis par

Encadré 1 : Financements climatiques dans les pays les moins développés des petits États insulaires

Neuf des 39 pays les moins développés des petits États insulaires sont : Comores, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, São Tomé et Príncipe, Salomon, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu. Ensemble, ce sont 608 millions US\$ de financement climatique en provenance des fonds multilatéraux sur le climat qui ont été approuvés pour des projets d'activités au sein de ces nations, représentant 34% du financement de la totalité des petits États insulaires en développement. Plus d'un tiers du financement pour les petits États les moins développés provient du Fonds vert (40%), dont 27% du Fonds des pays les moins développés. L'accord de financement, totalisant 517 millions US\$ (soit 85%), est particulièrement important pour les pays les moins développés car un accroissement de dette est un risque d'exposition aux chocs macroéconomiques supplémentaire pour ces pays. Plus des trois quarts des financements climatiques dans les pays les moins développés des petits États insulaires sont dédiés à des projets d'adaptation. Six des pays les moins développés des petits États insulaires sont également admissibles à la qualification de pays fragiles ou touchés par le conflit, aggravant ainsi leur vulnérabilité aux effets sociaux, économiques et environnementaux du changement climatique.

la Mise à jour des Fonds climat étant donné leur manque relatif d'informations détaillées transparentes sur les activités et les dépenses actuelles.

Destinataires des fonds

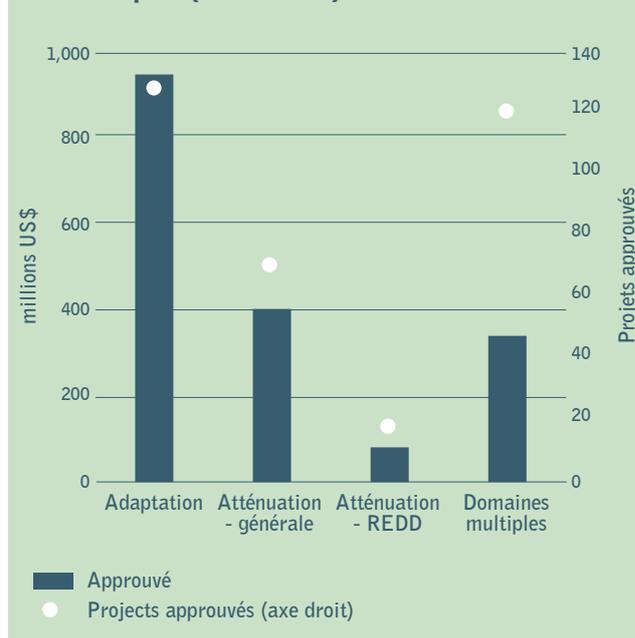
Cette année, la région du Pacifique a le plus grand nombre de financements climatiques approuvés par les fonds multilatéraux pour le climat (807 millions US\$, soit 46%). Les petits États insulaires en développement des Caraïbes ont des approbations de projets totalisant 643 millions US\$ (36%), tandis que les petits États de la zone Afrique, Océan Indien, méditerranée et mer de la Chine du Sud (AIMS) ont reçu des approbations de projets de 321 millions US\$ (18%). La plupart des régions petits États insulaires en développement (PEID) sont dominées par le financement de l'adaptation, bien que dans les Caraïbes, le financement d'atténuation approuvé approche des totaux similaires pour le financement d'adaptation approuvé. Les PEID des Caraïbes et du Pacifique bénéficient également des financements REDD+ (respectivement 6%).

Les îles Salomon ont reçu le plus de financement de tous les petits États insulaires en développement, avec 131 millions US\$ approuvés pour les activités du projet, suivi de près par les Samoa avec 129 millions US\$. Les deux pays ont reçu des fonds importants du Fonds vert (86 millions US\$ pour les Îles Salomon et 58 millions US\$ pour les Samoa).

Tableau 2 : Fonds approuvés suivant les thématiques (2003-2019)

Thématique	Montants approuvés (millions US\$)	Projets approuvés
Adaptation	946,9	127
Atténuation	401,7	70
REDD+	84,0	18
Domaines multiples	339,0	119

Graphique 3 : Fonds approuvés suivant les thématiques (2003-2019)



Type de projets financés

On constate que 53% des financements climatiques dans les petits États insulaires contribuent aux efforts d'adaptation, soit un total de 947 millions US\$ (tableau 2 ; graphique 3). 23% des financements contribuent à l'atténuation, 5% aux projets REDD et 19% à des projets à foyers multiples. L'accent mis sur le financement de l'adaptation est conforme aux besoins élevés d'adaptation des petits états insulaires en développement.

En 2019, 15 projets dans les petits États insulaires en développement ont été approuvés, notamment ceux du Fonds d'adaptation (4), du FEM 7 (5), du Fonds vert pour le climat (3), du Fonds des pays les moins avancés (2) et de la Valorisation à grande échelle des énergies renouvelables (1). La majorité était axée sur l'adaptation et le financement était principalement basé sur des subventions. Les deux plus grands projets approuvés en 2019 des petits États insulaires provenaient du Fonds vert, protégeant les communautés rurales des catastrophes d'origine climatique au Timor-Leste (22,4 millions US\$) et s'attaquant à la vulnérabilité climatique du secteur de l'eau aux Îles Marshall (18,6 millions US\$). Cette année a également vu des projets avec des prêts concessionnels pour l'électricité hors réseau en Haïti (7,5 millions US\$, dont un prêt concessionnel de 6,8 millions) de la Valorisation à grande échelle des énergies renouvelables et afin de renforcer la résilience agricole au Belize (8 millions US\$, dont un prêt concessionnel de 1,9 million US\$) par le Fonds vert pour le climat.

Références

- Administration de l'Information de l'énergie U.S. (2012). Statistiques internationales de l'énergie. Disponible en ligne: <http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/iedindex3.cfm?tid=90&pid=44&aid=8>
- Banque Mondiale (2011). *Émissions de CO2 (tonnes métriques par habitant)*. Disponible en ligne: http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?order=wbapi_data_value_2011+wbapi_data_value+wbapi_data_value-last&sort=asc
- CCNUCC (2005). Changement climatique : petits États insulaires en développement. Secrétariat du CCNUCC sur les changements climatiques, Bonn, Allemagne
- Site web de mise à jour des fonds climat : www.climatefundsupdate.org (données consultées en novembre 2019)
- UN-OHRLLS (2013). Fiche d'information sur les petits États insulaires en développement. Disponible en ligne: <http://unohrls.org/custom-content/uploads/2013/09/Small-Island-Developing-States-Factsheet-2013-.pdf>
- UN DESA (2012). Situation et perspectives de l'économie mondiale. Disponible en ligne: http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2012country_class.pdf

Notes

1. En 2014, la CFU a été en mesure de suivre les fonds bilatéraux pour le climat. Les flux bilatéraux cumulés vers les PEID depuis 2008 comprenaient 28 millions US\$ de l'Initiative internationale de l'Allemagne pour le climat (IKI), 66 millions US\$ de l'Initiative climatique et forestière internationale de la Norvège et 3 millions US\$ de l'Initiative internationale sur le carbone forestier de l'Australie.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

© ODI et HBS 2020.
CC BY-NC 4.0.

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung Washington, DC
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington DC 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512